

la LETTRE

DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Mutations Echanges franco-allemands p. 1 et 2 • Agenda Le calendrier des activités de la Fondation p. 3 • Archives Les controverses sur l'histoire et la politique p. 4 et 5 • Idées La philosophie dans tous ces débats pages 6 et 7 •

MUTATIONS

Échanges franco-allemands rue de Sèvres

LA GAUCHE ALLEMANDE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Le séminaire « Nouveau salariat du capitalisme informationnel : l'enjeu des recompositions politiques », sous la direction de Jean Lojkine, inaugurerait, le 17 décembre, son tour de table international avec le cas allemand. Comment la social-démocratie la plus brillante des années 80 et 90 appréhende-t-elle la crise politique occidentale ?

« Les classes moyennes ont une réalité beaucoup moins forte en Allemagne qu'en France, où le terme de "cadre" a été forgé pour que le syndicalisme du même nom court-circuite la CGT », pointe Jean Lojkine au cours de sa présentation de la journée. Le docteur en sciences politiques Gilbert Casasus souligne également que la *Mittelklasse* renvoie en premier lieu, dans l'esprit allemand, aux berlines de moyenne catégorie ! En dépit de cette différence lexicologique, les gauches des deux nations semblent partager une perception mythique du salariat mise en évidence par Jean Lojkine lors de la première séance du séminaire.

Directeur de la revue *Sozialismus*, Joachim Bischoff détaille la théorie allemande des deux tiers, qu'il juge

« erronée » : « Notre société se perçoit traditionnellement comme tripartite, et équilibrée dans ses proportions. Le premier tiers occupe le

haut de la pyramide, et bénéficie de hauts revenus et d'une grande

page 2 →

EDITORIAL

À propos de sondages

L'EFFET ET LA CAUSE

Les commentateurs politiques n'y croient pas. En général. Les « éléphants » du Parti socialiste haussent les épaules. Enfin, les plus courtois. À droite, seul Nicolas Sarkozy fait mine de la prendre au sérieux. Ce n'est pas par galanterie. Ségolène Royal s'envole dans les sondages. Anecdotique disent les uns ; une « bulle » promise à l'explosion, disent les autres.

Il ne nous appartient pas, ici, de nous livrer à des pronostics. C'est aux partis de désigner, comme ils l'entendent, leur candidat ou candidate à l'élection présidentielle ; à réaliser ou non des coalitions, bref à faire de la politique *en action*.

Fondation politique notre objet et nos objectifs sont différents. Ils nous conduisent, sans négliger vraiment

l'effet, à nous intéresser aux causes. Et là, nous nous interrogeons : que la « dynamique » Ségolène Royal continue ou cesse ; que la candidate à la candidature socialiste aille ou non jusqu'au bout des primaires ; qu'elle soit ou non désignée par son parti, de quoi témoigne ce courant de sympathie, quand bien même il serait éphémère ?

En 2004, contre toute attente, les électrices et les électeurs ont donné à l'opposition de gauche la direction de vingt régions métropolitaines sur vingt-deux. En 2005, une majorité significative de Françaises et de Français a rejeté avec la plus grande netteté le projet de Constitution européenne que défendaient à la

page 3 →



sécurité d'emploi ; c'est lui qui détermine la marche de l'ensemble social. Le deuxième, intégré au processus économique, mène un train de vie confortable. Un peu à l'écart du système de développement, le dernier tiers se caractérise par son hétérogénéité. Or, les couches précaires et paupérisées, à moins de 1 500 euros de revenus mensuels, comptent 50 % de la population dans leurs rangs. » « J'irai jusqu'à parler de retour du *Lumpenproletariat* à leur propos, renchérit l'historien Jörn Schütrumpf. Ils doivent par exemple désormais franchir une véritable barrière pour accéder à l'énergie. Le capitalisme est en train de se féodaliser. »

LES MODIFICATIONS DE L'ORGANISATION du travail enregistrées lors des trente dernières années ont bouleversé les superstructures sociales. Le concept de capitalisme informationnel formé par Jean Lojkine pour en rendre compte reste cependant trop flou aux yeux de Bischoff. Le docteur hambourgeois identifie là un processus de crise comparable à celui des années 20, où prédominaient déjà les marchés financiers, et non une nouvelle phase du capitalisme. Jörn Schütrumpf rappelle que, comme alors, le capitalisme ne remplit plus sa fonction sociale, au point que dix millions d'Allemands dépendent en ce moment des aides sociales.

Malgré cela, les 50 % de précaires se désintéressent totalement de la chose publique et forment la grande majorité des 40 % d'abstentionnistes. Le motif, invoqué dans toutes les sociétés développées, est sans appel : la politique est perçue comme incapable de changer les choses. La cause principale de ce scepticisme tient selon Joachim Bischoff dans la complète déconnexion des partis de gauche avec la couche sociale la plus pauvre. Force est de constater, au SPD comme chez les *Grünen*, que personne ne la représente. Désormais couplés à de fortes participations dans les entreprises, les revenus des électeurs verts, les plus faibles en 1982, sont ainsi devenus les plus élevés. « C'étaient des étudiants, ils ont tout

simplement vieilli et prospéré ! » fait valoir Gilbert Casasus. Leur parti en a en tout cas pris acte, et élaboré un programme idoine. Le SPD, qui a abandonné le concept de classe ouvrière dès son congrès de 1959 au profit de celui de *kleine Leute* (« petites gens »), s'est lui aussi éloigné, intellectuellement et matériellement, de ces « gens de peu ». « L'Allemagne s'est muée en véritable

**La politique
est perçue
comme incapable
de changer
les choses.**

**La cause principale
de ce scepticisme
tient dans la
complète
déconnexion
des partis
de gauche
avec la couche
sociale la plus
pauvre.**

paradis fiscal sous l'ère rose-vert, déplore Jörn Schütrumpf. À chaque baisse d'impôt, le patronat en réclamait une nouvelle, alors que les bénéfices des actionnaires ont explosé grâce à la hausse de la productivité et à la destruction d'emplois. »

CELA N'A CEPENDANT pas empêché la gauche de recueillir une majorité de suffrages aux dernières législatives... ni d'essuyer une défaite. Comment éviter qu'une telle déconvenue ne se reproduise ? Gilbert Casasus estime que la figure d'Oskar Lafontaine, coupable d'avoir cristallisé trop de haines, oblitère une alliance entre la *Linkspartei* et les sociaux-démocrates. Joachim Bischoff et Jörn Schütrumpf signalent, eux, que la composition sociologique de cette dernière n'est pas moins éloignée de la société réelle

que celle des partis réformistes. « L'avenir de la coalition est hypothéqué par ces caciques de l'ex-RDA qui rêvent d'un retour aux responsabilités, prévoit Jörn Schütrumpf. Et si elle demeure un parti d'hommes vieux, elle mourra avec eux. »

Au-delà, tous trois s'accordent sur le fait que la gauche allemande, « bien pauvre intellectuellement » selon le mot de Gilbert Casasus, ne pourra pas longtemps faire l'économie d'une autocritique sans concession ni d'une vaste réflexion culturelle, sociale et politique, afin d'ajuster ses grilles d'analyse au monde actuel. « Les critères sociaux ne sont pas les seuls, tempête le politologue. Les protestants continuent par exemple de voter majoritairement SPD, et les catholiques CDU, de sorte que les régions ouvrières ne sont pas forcément de gauche. Il faut s'intéresser au facteur religieux ! »

SUR QUELLES PISTES lancer la réflexion ? En premier lieu, il conviendrait de mettre au jour les raisons qui ont conduit la social-démocratie à lâcher la bride au néolibéralisme. Car la vague a gagné le SPD presque sans qu'il s'en aperçoive, et lui vaut aujourd'hui une image des plus ambiguës. Le plus gros chantier concerne donc la refonte de l'identité de la gauche. Même si elle n'a jamais promu le socialisme, difficile à assumer outre-Rhin, elle doit éviter de céder aux sirènes des modes successives, en particulier nationalistes. Pour Gilbert Casasus, « les propos choquants de Lafontaine sur les travailleurs polonais ou tchèques contribuent à brouiller son message. »

À terme, Jörn Schütrumpf prévoit un profond remaniement du jeu politique : « Le système des partis traditionnels a très certainement vécu. D'autres organisations reflétant plus fidèlement la population verront le jour dans les dix ans à venir. Cette nouvelle gauche n'aura rien à voir avec le mouvement socialiste ouvrier, ce sera difficile pour les anciens militants de s'y faire. » De leur degré d'implication dépendra l'impact de ce mouvement inédit.

Théophile Hazebroucq •



CALENDRIER HIVER

LES SÉMINAIRES

Séminaire « Comment penser et agir pour une économie équitable »

Nouveau. Organisé par Sylvie Mayer, dans le cadre de la Fondation Gabriel Péri, ce séminaire sera l'occasion de croiser les regards entre acteurs et d'amorcer une réflexion sur le devenir équitable de l'économie. Ce séminaire fera l'objet d'une publication en septembre 2006.

● Mardi 7 mars

Deux enjeux majeurs pour une économie équitable :

- Un prix juste ;
- La forme coopérative comme organisation du travail durable.

● Mardi 25 avril

L'extension du commerce équitable au Nord :

- Relocaliser et développer des filières courtes ;
- Faire contrepoids à la grande distribution.

→ suite de la p. 1 [Editorial](#)

fois le parti du pouvoir et le PS, plébiscité un an plus tôt. Et on se souvient, évidemment, de la présidentielle de 2002...

N'y aurait-il pas dans les faveurs prêtées à l'opinion pour la présidente du Poitou-Charentes comme une défiance – paradoxalement certes – à l'égard du monde des hommes politiques ? Une envie d'air frais ? Quelque chose qui, par certains côtés – par certains côtés seulement – ressemblerait au « non » populaire du 29 mai ?

C'est peut-être un courant d'air. C'est peut-être un appel d'air. Quelque chose en tout cas qui témoigne des chocs thermiques auxquels notre société est soumise.

Bernard Frederick •

● Mardi 30 mai

Commerce équitable et altermondialisation :

- Limites du modèle du commerce équitable ;
- Proposition de réformes du système commercial mondial.

De 19 h à 21 h, salle des Documents cinématographiques

38, avenue des Ternes – 75017 Paris
(métro Ternes ou Charles de Gaulle-Etoile)

RENCONTRES DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

● Jeudi 16 mars

Caroline Fourest, autour de son dernier livre *La Tentation obscurantiste* (Grasset, 2005).

À 20 h, salle des Documents cinématographiques

38, avenue des Ternes – 75017 Paris
(métro Ternes ou Charles de Gaulle-Etoile)

COLLOQUE

● Mercredi 19 avril

à Paris, colloque en collaboration avec l'Institut de recherches internationales et stratégiques (IRIS) sur le Proche-Orient, avec des invités israéliens et palestiniens.

PROGRAMME DES RENCONTRES PHILOSOPHIQUES

Jeudi 23 février 2006, à 19 h 30
Gérard Noiriel, historien.
Sur le thème : « Histoire et philosophie » (à confirmer).

Jeudi 9 mars 2006, à 19 h 30
Françoise Collin, philosophe, féministe.
Sur le thème : « Le différend des sexes, de Platon à Derrida » ou « Art et politique : la notion de *praxis* chez Hannah Arendt ».

Mercredi 22 mars 2006, à 19 h 30
Richard Wolf
Sur le thème : « La situation du marxisme aux États-Unis aujourd'hui ».

Jeudi 6 avril 2006, à 19 h 30
Professeur Sému Pathé Gueye
Sur le thème : « Le marxisme en Afrique : bilan et perspectives après la chute du mur de Berlin ».

Jeudi 11 mai 2006, à 19 h 30
Biologie et psychanalyse (thème à confirmer) – table ronde.



LES CONTROVERSES SUR L'

I est, ces dernières semaines, beaucoup question de l'histoire et de la politique, des rapports entre elles. Il nous est apparu intéressant de donner à lire dans la Lettre un extrait de l'intervention du directeur de la Fondation Gabriel Péri, Michel Maso, au colloque international « Archives des sociétés en mouvement – Regards croisés : archivistes et chercheurs », organisé, du 29 septembre ou 1^{er} octobre 2005 par la Maison des sciences humaines de Dijon (MSH – UMS 2739) et l'Institut d'histoire contemporaine (IHC – UMR 5605). L'ensemble de cette intervention peut être consulté sur notre site.

« Depuis longtemps, les controverses sur l'histoire ont occupé une large place dans la vie politique française, avec souvent des impacts forts sur la politique. D'où, justement, la nécessité plus forte que jamais du respect des fonctions spécifiques de la politique et de l'histoire, sans quoi l'effort complexe de connaissance rigoureuse du passé est compromis, quand ce n'est pas manipulé à des fins de conjoncture. Cela a existé, notamment dans le mouvement communiste. Et notamment dans le communisme français.

MAIS CELA N'A PAS ALTÉRÉ, fort heureusement, le « besoin d'histoire ». Et ce, tout particulièrement, et de façon spécifique, chez un très grand nombre de communistes. Leur culture politique les a convaincus qu'il faut bien, pour être efficace en politique, faire effort de compréhension et de lucidité sur le passé, sur des évolutions antérieures, sur des conceptions qui ont prévalu des décennies durant, sur des choix effectués et leurs implications en longue durée, autrement dit sur l'histoire.

Je dis cela pour tenter d'éclairer le second membre de l'intitulé de cette intervention, le « travail de

mémoire ». Nous voulons, dans la mesure de nos moyens, aider à recueillir ces archives vivantes que peuvent être les paroles de celles et ceux – ils sont des milliers – qui n'ont rien conservé – ni notes,

Il faut bien,
pour être
efficace
en politique,
faire effort
de compréhension
et de lucidité
sur le passé,
sur des évolutions
antérieures,
sur des conceptions
qui ont prévalu
des décennies
durant,
sur des choix
effectués
et leurs
implications en
longue durée,
autrement
dit sur
l'histoire.

ni réflexions personnelles à un moment couchées sur le papier, ni comptes rendus de réunions – et qui, cependant, ont beaucoup à dire et à procurer, en termes de maté-

riaux utiles, aux historiens. J'ajoute que dans la famille communiste, très nombreux sont celles et ceux qui, solitaires, dans une ville, ou à l'échelle d'un département collectent, rassemblent des documents et des témoignages. Tout cela est bien sûr d'inégale qualité et c'est normal ; mais dans tout cela il y a forcément, si l'on veut bien s'y intéresser, beaucoup à extraire pour un renouvellement du travail historique sur le communisme en France et sur le Parti communiste.

DANS SON PROPOS, Frédéric Genevée déplorait la difficulté d'accès aux archives d'un certain nombre de dirigeants communistes s'étant éloignés du Parti communiste, parfois jusqu'à le combattre. Je crois qu'il a raison quand il évoque la nature des préventions de ces anciens dirigeants à l'égard des demandes que peut leur adresser le PCF « ès qualité ». Le fait que ces archives soient désormais conservées par les Archives nationales contribuera, on peut l'espérer, à lever ces préventions. Et peut-être aussi une fondation comme la Fondation Gabriel Péri peut-elle les inciter à apporter leur contribution à une recherche historique qui leur apparaîtra dépourvue d'arrière-pensées politiques. Le sujet est difficile, et peut-être la mission impossible. Mais cela vaut la peine d'y réfléchir, et de tenter quelque chose. Disant cela, je réagis un peu « dans l'instant » à la préoccupation de Frédéric Genevée, et j'ai bien conscience de ne pas y apporter une solution « prête à porter ». Simplement, j'ai voulu ainsi indiquer – comme avec ma première remarque – la disponibilité de la Fondation à aider ce que j'ai nommé le « renouvellement de la recherche » dans le domaine qui nous occupe, qui occupe tout particulièrement celles et ceux réunis à la faveur de ce

HISTOIRE DE LA POLITIQUE

colloque. Pour essayer de travailler à cela, la Fondation a créé un secteur spécifique. Nous nous sommes assuré le concours d'un certain nombre d'historiens et d'archivistes. Soyons clairs : tout cela est encore bien modeste – la Fondation n'a qu'un an d'existence – et ne prétend en aucun cas au statut de « pierre de touche » de la recherche. Une telle prétention serait en complète contradiction avec ce que j'ai essayé de vous dire précédemment. En revanche, j'ai la conviction que la Fondation Gabriel Péri peut apporter un « plus » aux efforts des chercheurs dont l'ambition est d'approfondir la connaissance de la longue histoire du communisme français et, dans ce cadre, du Parti communiste français.

C'EST AINSI QUE, parmi quelques projets en chantier, nous avons celui de

l'édition d'un CD-ROM, accompagné d'un livret de contextualisation, consacré à « Aragon, dirigeant politique ». Ou bien encore d'un catalogue des affiches communistes – sur une période ou sur un thème particulier, cela reste à trancher – pour offrir un débouché à un travail débuté il y a quelques années et annulé faute de moyens. Au début de cette année, nous avons pris part à ce qu'il faut bien appeler une « opération de sauvetage », en organisant matériellement le déménagement de la bibliothèque marxiste de Paris, riche de milliers de revues du mouvement communiste et du mouvement ouvrier en général. Il reste à préserver durablement ces revues en travaillant à leur numérisation. Nous sommes également partenaires de cette opération. Enfin, dès que le Conseil scienti-

fique de la Fondation sera installé, nous envisageons de conduire des actions spécifiques, en collaboration avec d'autres partenaires, pour favoriser et soutenir des travaux de jeunes chercheurs.

ENCORE UNE FOIS, tout cela n'est qu'à l'état d'ébauche au moment où je vous parle.

Mais, et j'espère avoir été convaincant sur ce point, ce qui est certain, c'est que de la posture singulière qui est la nôtre – « établissement public » et, en même temps, issu de la famille communiste –, nous avons l'ambition d'aider, d'impulser parfois, des travaux sur le communisme qui méritent à mon sens encore plus d'ampleur. Et ce pour tout le monde : historiens, chercheurs en sciences sociales d'une manière générale et, au-delà, le public, les citoyens. »

HISTOIRE

Publications de la Fondation Gabriel Péri

LE CENTENAIRE DE L'UNIFICATION SOCIALISTE DE 1905

Le 3 novembre dernier, la Fondation organisait un débat entre Alain Bergougnoux et Roger Martelli sur le congrès d'unification socialiste de 1905 (création de la SFIO). Chacun d'entre eux a apporté sa vision de cette année charnière de la première décennie du xx^e siècle et des traces qu'il en reste aujourd'hui. Ce passionnant échange fera l'objet dans les tout prochains jours d'une publication du département « Mémoire » de la Fondation.

Rappelons qu'Alain Bergougnoux est historien, secrétaire national du Parti socialiste, membre du conseil

d'orientation scientifique de la Fondation Jean-Jaurès. Prochaine publication : le 24 octobre prochain : *L'Ambition et le Remord. Les socialistes français et le pouvoir (1905/2005)* (éditions Fayard). Roger Martelli, historien lui aussi, est membre du conseil national du Parti communiste Français, membre du conseil d'administration de la Fondation Gabriel Péri, directeur de la revue *Regards*. Dernières publications : *Le Communisme est un bon parti*, (éditions La Dispute, 2003) et *Le Communisme* (Milan, coll. « Les Essentiels » n° 251, 2005).

Le 16 décembre, c'était au tour de

Raymond Huard, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paul-Valéry de Montpellier, lors d'une des Rencontres de la Fondation Gabriel Péri, d'apporter son regard sur la réalisation de l'unité socialiste de 1905.

Cette conférence sera elle aussi prochainement publiée par la Fondation.

Raymond Huard a publié entre autres *Le Suffrage universel en France (1848-1946)* (éditions Aubier, 1990) ; *L'Élection du Président au suffrage universel dans le monde* (éditions La Dispute, 2003) ; *Naissance du parti politique en France* (Presses de Sciences-Po, 1996).

LA PHILOSOPHIE DANS TOUS SES DÉBATS...

Ommencé à l'automne 2005, le cycle des Rencontres philosophiques, organisé en partenariat entre Espaces Marx, la Fondation Gabriel Péri et placé sous le parrainage de Paris-VIII, *Regards* et *L'Humanité*, se poursuit. Nous rendons compte ici de trois moments forts autour d'Edgar Morin, d'Olivier Le Cour Grandmaison et d'Étienne Klein, des intellectuels de disciplines diverses. À quelle(s) fin(s) ? Arnaud, qui vient de représenter la Fondation Gabriel Péri à la Conférence internationale de philosophie à Dakar sur le thème : « Repenser l'enseignement de la philosophie dans le contexte de la mondialisation, pour le dialogue des cultures et une paix universelle durable », s'y interrogeait ainsi : « Dans le contexte de l'actuelle mondialisation capitaliste, le nouveau venu à la philosophie se pose de plus en plus naturellement la question : "À quoi cela sert-il ?" » Et, comme l'écrit Marcel Deschoux dans son *Initiation à la philosophie* (1966), « sans doute il attend quelque réponse, non sans cependant garder par-devers lui l'idée qu'il s'agit là d'une question d'une simplicité indiscrète qui ne doit pas aller sans causer quelque embarras ». Le problème est grave en effet mais autrement qu'on ne le croit car il s'étend à toutes les formes de la culture et finalement à la vie elle-même. Demander à quoi sert la philosophie, c'est engager une enquête sur le sens et la portée des diverses activités humaines, donc sur la signification de l'existence humaine. Demander à quoi sert la philosophie, c'est déjà philosopher. » On trouvera le texte intégral de sa communication sur notre site Internet. En attendant, philosophons...

EDGAR MORIN POUR UN RÉVEIL ÉTHIQUE

À l'aide de quelles valeurs surmonter l'angoisse de bien agir, alors que, si souvent, le fruit de nos actions échappe à nos intentions ? Ce questionnement crucial a poussé Edgar Morin à rédiger le tome ultime de sa *Méthode*, intitulé *L'Éthique*¹. Dans une atmosphère intime, polémique et chaleureuse, une cinquantaine de personnes se sont réunies mi-décembre à l'initiative d'Espaces Marx et de la Fondation Gabriel Péri autour de ce singulier défricheur d'universel. Au cœur du rendez-vous : l'éthique, donc, mais aussi le communisme, puisque l'animateur Arnaud Spire avait judicieusement proposé de discuter conjointement d'un autre livre de l'auteur : *Autocritique*², portant sur les raisons sa sortie du communisme, entre reconnaissance du pragmatisme nécessaire à la lutte et « réveil éthique » face aux réalités négatives accumulées. Il fut question de marxisme enfin avec la notion morinienne de « dialogique » – d'après Arnaud Spire, une féconde héritière de la dialectique – qui pose que deux termes antagonistes ne se dissolvent pas dans un troisième mais continuent d'y vivre dans une tension transcendée. « L'action représente toujours un pari », a déclaré pour sa part Edgar Morin.

SELON L'AUTEUR, une écologie de l'action contemporaine doit se construire à un triple niveau : individu, société, espèce, grâce à une reconnaissance et un dépassement de la contradiction entre égocentrisme et altruisme, tous deux légitimes. Une éthique de l'amour décrite comme

« reliance à autrui » permettrait dès lors de reconstruire une écologie de l'action humaniste, alors que les fondements des éthiques anciennes sont sapés par le cloisonnement et la spécialisation bureaucratique de nos sociétés, le relâchement de l'étreinte communautaire et le désir croissant d'autonomie individuelle. Edgar Morin a posé finalement *L'Éthique* comme clé de voûte de sa « pensée complexe », appelant à la conscience de notre permanente fragilité et au décloisonnement des savoirs comme conditions préalables à une nouvelle émancipation de l'humanité.

Karine Gantin •

1. *La Méthode t. 6, L'Éthique*, Seuil, 2004.

2. *Autocritique*, Seuil, 1959, rééd. « Points Essais », 1983.

OLIVIER LE COUR GRANDMAISON L'ART MILITAIRE DANS TOUS SES ÉTATS

« Coloniser, exterminer¹ ». Le thème de la conférence d'Olivier Le Cour Grandmaison organisée par Espaces Marx et la Fondation Gabriel Péri était bref et violemment clair. L'invité fut donc autant attentif à la réception de ses propos que le public semblait prêt à le « recadrer ». Démonstration de force ? Force de la démonstration.

L'art militaire a une histoire qui ne se résume pas à l'histoire des progrès technologiques en matière d'armement. Il est accompagné d'un arsenal conceptuel, administratif, juridique qu'il ne faut pas perdre de vue. Le concept de guerre, par exemple, trop général, permet de

mettre dans la même rubrique des phénomènes qui n'ont rien à voir les uns avec les autres comme la guerre de 1870, la Deuxième Guerre mondiale et la guerre d'Algérie.

AUTRES ABORDAGES : le passage de la guerre sur « champ de bataille » au concept de « guerre totale ». « On ne peut comprendre les violences extrêmes de la guerre civile de 1848 – le plus souvent qualifiée de “sanglante répression” – explique Olivier Le Cour Grandmaison, si on ne les inscrit pas dans une généalogie plus longue, extérieure d'ailleurs, rapportée à ce qui a été antérieurement expérimenté notamment au cours de la guerre d'Algérie. »

Chapitre « Textes à l'appui » : Zola, Hugo, Lamartine, mais aussi Darwin, Gide, Londres, Foucault, Barthes, Konrad... (Pas de femmes ?) Bien distinguer quand une dénonciation des abus de la colonisation (travail forcé, exploitation...) n'égale pas une condamnation de principe du colonialisme.

Plongée dans l'actualité : la loi du 23 février 2005 n'est pas le fait d'un groupe de pression. Elle est l'aboutissement d'un combat politico- idéologique mené par l'actuelle majorité depuis longtemps. Le 11 novembre 1996, le président Jacques Chirac avait souligné les avantages et les beautés de la colonisation française en Algérie, qui a porté sa culture, sa civilisation, ses états d'âme, etc. En mars 2003, Philippe Douste-Blazy déposait avec d'autres députés une proposition de loi dont l'article unique était la reconnaissance du caractère positif de la colonisation en Algérie. Le débat parlementaire relatif à l'indemnisation des harkis et des rapatriés d'Algérie a permis de pousser l'avantage ! L'opposition aurait pu saisir le Conseil constitutionnel...

Nous n'en étions qu'au tiers de la discussion d'une soirée pleinement philosophique.

Michèle Castillon •

1. Olivier Le Cour Grandmaison, *Coliniser, Extermirer*, éditions Fayard, 2005.

ÉTIENNE KLEIN PHYSIQUE ET PHILOSOPHIE : QUELS LIENS ?

Étienne Klein, physicien au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), professeur à l'École centrale de Paris, docteur en philosophie des sciences, était il y a peu invité des Rencontres philosophiques d'Espaces Marx et de la Fondation Gabriel Péri. D'emblée, le conférencier signale « une double désaffection, vis-à-vis des sciences... et des études philosophiques ».

Beaucoup de physiciens pensent que le domaine d'intersection entre la physique et la philosophie c'est l'ensemble vide, c'est-à-dire que ce sont

la philosophie des sciences n'est d'aucune utilité concrète dans la vie professionnelle des physiciens, que celle-ci se déploie dans le domaine de l'expérience ou même de la théorie. Constatant un certain sentiment de mépris assez communément partagé chez les scientifiques vis-à-vis de la philosophie, Étienne Klein soutient que cette situation a des effets négatifs. Le premier, c'est que la science se trouve ainsi réduite puis assimilée à l'ensemble des objets qu'elle permet de produire au point qu'on se contente désormais d'une explication quasi descriptive des objets de recherche, alors que la science est une discipline chargée d'éclairer notre compréhension du monde par de nouveaux concepts.

S'appuyant sur Wittgenstein pour qui « le but de la philosophie est la clarification logique des pensées », il constate que la physique contemporaine manque de ce travail. Conséquences : les contresens fréquents résultant des approximations langagières chez les scientifiques eux-mêmes et à plus forte raison chez leurs vulgarisateurs. Ainsi de la « théorie de la relativité » d'Einstein à laquelle est attribué le « tout est relatif » alors que cette théorie aurait dû s'appeler « théorie de l'absolu » puisqu'elle établit que la vitesse de la lumière, la masse des particules, ou encore l'intervalle d'espace temps entre deux événements sont des grandeurs absolues. Seuls l'espace et le temps sont des grandeurs relatives aux référentiels depuis lesquels on les considère. Même réflexion à propos du principe « d'incertitude » de Heisenberg, voire de « l'origine » du temps, de l'espace ou de l'univers lui-même tellement en vogue aujourd'hui.

Une réflexion largement développée à propos de la physique quantique...

Alain Bascoulergue •

Ouvrages d'Étienne Klein pour approfondir le sujet :

L'Unité de la physique, PUF, 2000.

Les Tactiques de Chronos, Flammarion, 2003.

Petit Voyage dans le monde des quantas, Flammarion, 2004.

Il était sept fois la révolution. Albert Einstein et les autres..., Flammarion, 2005.



REVUE

FONDATION EN MARS

Nous annoncions dans la *Lettre* n° 9 la publication du premier numéro de FondationS pour la fin janvier. Des problèmes techniques nous ont contraints à différer la sortie de ce premier numéro. FondationS paraîtra début mars. Et cela reste un événement à ne pas rater. Revue trimestrielle de la pensée politique et critique, la revue ouvre un nouvel espace de recherche, d'échanges et de confrontation des idées à gauche. Ce différé nous a permis, alors que le numéro était quasi bouclé, de l'enrichir encore : ainsi publierons-nous une étude de l'historien Jean-Paul Deperetto sur « la réception » du XX^e Congrès du PCUS, à la base, à Nijni-Novgorod en 1956, et nous présenterons la dernière livraison du *Dictionnaire du mouvement ouvrier*, « le Maitron ». Enfin Caroline Fourest aura « carte blanche »...

Rappelons que le dossier de ce premier numéro traite de l'année 1905 (création de la SFIO) et comprendra notamment : « L'année charnière ? » (Roger Martelli) ; « La notion "d'évolutionnisme révolutionnaire" chez Jaurès » (Bruno Antonini) ; « Classes et luttes des classes de la SFIO au PS » (Rémi Lefebvre) ; « Antony Giddens, théoricien du social-libéralisme » (Jean Lojkine) ; « Les difficultés de la formation d'un Parti socialiste européen » (Gerassimos Moschonas) ; « Cachin, l'homme de la transition ? » (Jean Vigreux)...

B. F. •

la LETTRE

DE LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Directeur de publication :

Michel Maso

Rédacteur en Chef :

Bernard Frederick

Fondation Gabriel Péri

22 rue Brey – 75017 Paris

01 44 09 04 32

Courriel : fondation@gabrielperi.fr

www.gabrielperi.fr

Conception/réalisation graphiques :

Atelier Sacha Kleinberg

Impression : CPE Conseil

SOUTENIR LA FONDATION GABRIEL PÉRI

La Fondation Gabriel Péri est reconnue d'utilité publique. Elle peut donc recevoir des dons de personnes morales ou privées, ouvrant droit à une réduction d'impôts :

- pour les contribuables, 60 % du montant du versement, dans la limite de 20 % du revenu imposable ;
- pour les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés, 60 % du don pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires.

DEVENEZ

Donateur 50 € 80 € 100 €

Autre montant :

Bienfaiteur

En devenant bienfaiteur (à partir de 150 € de don), vous bénéficiez de l'abonnement gratuit à la *Lettre mensuelle* de la Fondation. 150 € 200 €

Autre montant :

Partenaire

À partir de 300 € de dons, vous devenez partenaire de la Fondation. Vous recevrez gratuitement toutes les publications régulières de la Fondation (*Lettre mensuelle*, notes, Actes de colloques...). De plus, une réception annuelle privée vous permettra de rencontrer les animateurs de la Fondation. 300 € 500 € 1 000 €

Autre montant :

Entreprises

Les entreprises peuvent aider au financement de la Fondation ou soutenir un projet en particulier. Pour en savoir plus, merci de contacter

M. Jacques Rodriguez (01 44 09 04 32) 1 500 €

Autre montant :

Vous pouvez faire parvenir un chèque à la Fondation Gabriel Péri – 22 rue Brey – 75017 Paris, ou bien vous rendre directement sur le site www.gabrielperi.fr pour un règlement en ligne.

BULLETIN D'ABONNEMENT



Je m'abonne à La Lettre de la Fondation Gabriel Péri

Nom Prénom

Adresse

CP Ville

Tél. Courriel

Profession

Abonnement d'un an (10 numéros) 15 €

Étudiants et chômeurs 10 € – Prix au numéro 2 €

Bulletin à renvoyer accompagné du règlement
à Fondation Gabriel Péri – 22 rue Brey – 75017 Paris

